

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Areva-l-activite-baisse-au-3T-mais-l-objectif-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Areva : l'activité baisse au 3T, mais l'objectif de génération de trésorerie est relevé**

28 octobre 2016

Areva : l'activité baisse au 3T, mais l'objectif de génération de trésorerie est relevé

Paris - Areva a publié jeudi un chiffre d'affaires en baisse de 6% au troisième trimestre, mais le groupe nucléaire français en pleine restructuration a relevé son objectif de génération de trésorerie pour l'ensemble de l'année 2016.

Areva table désormais sur un flux de trésorerie opérationnel net négatif compris entre 0,9 et 0,6 milliard d'euros, contre un objectif précédent proche de -1,5 milliard, déjà relevé cet été.

Cette révision à la hausse tient compte notamment de l'avancement du plan de performance, du décalage de dépenses anticipées en 2016 et des mesures prises tout au long de l'année pour limiter les décaissements et optimiser le niveau de trésorerie, a expliqué le groupe dans un communiqué.

Le chiffre d'affaires, qui exclut désormais l'activité réacteurs (Areva NP) en cours de cession à EDF, est ressorti à 880 millions d'euros, contre 936 millions un an plus tôt. Il a souffert de la baisse des activités amont (enrichissement de l'uranium et fabrication de combustible nucléaire) et aval (gestion des déchets nucléaires notamment), partiellement contrebalancée par la progression de l'activité minière.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires est ressorti en très légère hausse de 0,9% à 2,8 milliards d'euros, tandis que celui des activités cédées ou destinées à l'être a reculé de 10,1% à 2,6 milliards d'euros.

Sous la houlette de l'Etat français, son actionnaire à 86,5%, Areva est engagé dans un plan de sauvetage à deux volets : une augmentation de capital d'un montant total de 5 milliards d'euros et la cession de son activité réacteurs, le tout assorti de 6.000 suppressions de postes d'ici 2017.

Une offre ferme d'EDF sur Areva NP est attendue en novembre, mais le patron de l'Agence

des participations de l'Etat (PE), Martin Vial, a prévenu mercredi que la Commission européenne ne se prononcerait pas sur l'opération avant l'été, voire l'automne 2017.

A l'issue de cette restructuration, le nouvel Areva se recentrera sur les activités liées au cycle du combustible (de l'extraction de l'uranium dans les mines au démantèlement des centrales), regroupées au sein d'une nouvelle entité baptisée NewCo. La nouvelle organisation est soumise à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée le 3 novembre.

Sur l'injection totale de 5 milliards d'euros, l'Etat français devrait participer à hauteur de 4 milliards d'euros : 2 milliards pour la holding Areva SA qui gèrera le délicat contrat de l'EPR en construction en Finlande et les activités destinées à être cédées, et 2 milliards d'euros pour la filiale NewCo.

Bruxelles devrait dire en novembre si cette perfusion de fonds publics relève ou non d'une aide d'Etat, tandis que des discussions ont lieu avec des investisseurs chinois, japonais et kazakhs sur une prise de participation dans NewCo.

A fin septembre, le carnet de commandes d'Areva s'élevait à 32,2 milliards d'euros, en légère progression sur un an, dont 7,2 milliards d'euros de prises de commandes sur les neuf premiers mois de l'année (contre 1,2 milliard un an plus tôt). Il ne tient pas compte des activités en cours de cession ni du contrat remporté par Areva pour fournir du combustible à la future centrale nucléaire d'EDF à Hinkley Point, en Angleterre.

Par ailleurs, Areva a confirmé jeudi avoir étendu l'audit de son usine du Creusot (Saône-et-Loire) à l'ensemble des dossiers de fabrications passées, après la découverte d'anomalies documentaires.

(©AFP / 27 octobre 2016 19h19)